

Ébauche d'un nouveau type d'État au Brésil : les présidences de Cardoso et Lula¹

Brasilio Sallum Jr.²

Les politiques mises en oeuvre sous les deux gouvernements Lula rompent moins avec celles de son prédécesseur qu'elles ne les prolongent et les élargissent. Ces politiques participent en réalité à l'émergence d'un nouveau type d'État, ébauché sous Cardoso, qui associe éléments hérités du vieux « développementisme », démocratie et orientations économiques libérales, dans le but de favoriser l'insertion compétitive du pays dans la mondialisation.

Après une longue période de transition politique (1983-1994), un nouveau type d'État est en cours d'institutionnalisation au Brésil. Les ressorts de cette évolution sont à trouver dans l'ambition de renforcer la position du pays dans l'ordre international, de maintenir des rapports démocratiques avec la société et de poursuivre une politique modérément libérale dans son rapport à l'économie.

Certes, ces politiques d'insertion internationale, la démocratie et l'orientation libérale de l'économie se sont manifestées antérieurement déjà. Mais ce n'est qu'à partir du milieu des années 1990, qu'elles en sont venues à prédominer. Le type d'État qui façonne aujourd'hui la vie politique brésilienne s'appuie sur deux piliers : la

1. Version actualisée de l'exposé présenté au séminaire international « *La Agenda inconclusa: la situación de México de la pos-transición, una perspectiva comparada* », Colegio de Mexico, Mexico, 16 et 17 octobre 2008.

2. Professeur au département de sociologie de l'Université de São Paulo (USP).

Constitution démocratique de 1988 d'une part, qui garantit les droits politiques et sociaux, et le plan Real d'autre part, un programme de stabilisation lancé en 1994, qui a été suivi d'une série de réformes libérales mises en œuvre durant la première administration de Fernando Henrique Cardoso.

En dépit de la distance temporelle qui sépare ces piliers, tous deux s'articulent : la Constitution de 1988 a fixé les règles et les garanties de la démocratie brésilienne, mais n'est pas parvenue à stabiliser l'économie avant le lancement du plan Real et les réformes de Cardoso. Ce n'est donc que plus tard que la stabilité monétaire a permis d'apaiser la population, tout en contribuant à la réconcilier avec l'État de droit démocratique³, ce au moment même où la libéralisation avait déjà fait oublier les dernières controverses patronales sur la nature étatique de la Constitution de 1988.

Dans ce texte, je développerai certaines propositions déjà énoncées, ainsi que leurs prolongements. J'aborderai principalement la question des relations entre État et économie, même si – comme on le verra –, l'analyse de ces relations ne peut faire fi des conceptions qui ont sous-tendu les politiques brésiennes dans leur rapport à l'ordre politique et économique international, et du contexte démocratique qui a conditionné le rapport à l'économie.

Mutation libérale et réorientation internationale du Brésil⁴

La transition politique brésilienne, laquelle plonge ses racines au début des années 1970, a connu une impulsion décisive avec d'une part, la crise de la dette extérieure de 1982, et d'autre part, la campagne *Diretas já*, une importante mobilisation populaire qui eut lieu entre janvier et avril 1983 en faveur de la tenue d'élections présidentielles directes. Ce processus de transition constitue, d'une certaine manière, la face positive d'une « crise hégémonique » qui a démantelé les fondements sociopolitiques de l'*Estado varguiste*⁵

3. Concernant l'attitude de la population par rapport à l'autoritarisme et la démocratie avant et après le plan Real, lire Linz et Stepan (1996).

4. Cette section a été écrite à partir des commentaires de José Luis Reyna, lors d'un séminaire sur la politique brésilienne «vue de l'extérieur». Nous lui en sommes reconnaissants.

5. Le terme *varguista* se réfère à Getúlio Vargas, homme politique et leader du mouvement armé qui a pris le pouvoir en 1930 et gouverna le Brésil jusqu'en 1945 et de 1951 à 1954. Les principales caractéristiques de cet État ont été maintenues jusqu'en 1982 et au-delà, bien que sous une forme atténuée. Cette désignation est préférable à celle plus usuelle d'« État développementiste », car ce dernier terme se réfère uniquement au

promoteur du développement industriel par des politiques de substitution aux importations, régime mêlant à la fois exclusion sociale et participation populaire contrôlée.

Sur le plan intérieur, cette « crise hégémonique » a ouvert la voie à un processus de démocratisation politique, traduit ensuite en norme juridique dans la Constitution de 1988, et à une lente évolution qui verra émerger une conception libérale des rapports entre État et marché. Cette tendance s'est surtout manifestée avec l'arrivée à la présidence de la République de Fernando Collor, en mars 1990.

Ces mutations se sont appuyées sur – et ont été conditionnées par – la nouvelle conception que les élites politiques brésiliennes se sont fait de la place et du rôle du Brésil dans un ordre international, alors profondément bouleversé par l'expansion transnationale du capitalisme et la diffusion des idées néolibérales, après l'effondrement du monde soviétique et la fin de la « guerre froide ».

Même si le Brésil a maintenu une politique extérieure défensive, axée principalement sur la défense de son autonomie politique dans l'ordre international et sur l'affirmation des principes d'autodétermination nationale et de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres pays, il n'en reste pas moins que les orientations internationales du pays ont alors changé de manière décisive.

Durant la guerre froide, l'orientation fondamentale du Brésil par rapport à l'ordre international consistait à maintenir une « autonomie distante », tout en résistant au renforcement des institutions et des régimes susceptibles de figer la hiérarchie du pouvoir mondial existant à l'époque. Durant la guerre froide, le maintien de cette orientation s'est traduit, parallèlement, par un renforcement du protectionnisme d'État dans l'économie nationale.

Ce n'est qu'à partir de 1989 que, de manière beaucoup plus évidente, l'élite brésilienne devint peu à peu favorable à une insertion active du pays dans le nouvel ordre international en construction, tout en ambitionnant en même temps de projeter les valeurs et les intérêts du Brésil dans les institutions et les organismes internationaux de régulation (Tullo, Oliveira, Cintra, 2003). Aussi, manifesta-t-elle de plus en plus son intention d'aller au-delà du principe d'autonomie.

Depuis la fin du conflit Est-Ouest, l'idée a commencé à germer que « *l'importance relative de chaque pays se mesurerait moins à son poids militaire et stratégique, qu'à son potentiel économique, commercial, scientifique et culturel* » (Abdenur 1994). Le protectionnisme n'avait donc plus aucun sens. Dans l'après-guerre froide, il fallait surtout que le Brésil participe, en tant que « *global player* », à la construction et à la gestion de l'ordre international. Cette perspective d'« insertion compétitive »⁶ a donc progressivement façonné les orientations de la politique extérieure brésilienne. Le Mercosur, par exemple, fut envisagé non seulement comme une étape dans le renforcement de la nouvelle démocratie (interprétation des années 1980), mais aussi comme un levier pour consolider la position économique et politique du Brésil, et favoriser son insertion dans le nouvel ordre mondial.

Cette orientation nouvelle s'est affermie sous le gouvernement de Itamar Franco (1993-1994), pour être ensuite maintenue sous les gouvernements de Cardoso et de Luiz Inácio Lula da Silva, notwithstanding quelques changements qui distinguent leur présidence respective. Ces changements ont principalement été conditionnés par l'évolution de l'ordre international et les rapports politiques internes : la politique unilatérale de l'administration Bush en particulier, après l'attentat du 11 septembre 2001 d'une part, et une nouvelle tonalité nationaliste, voire tiers-mondiste, apportée par l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs, d'autre part⁷.

Il n'est pas question ici d'aborder, dans le détail, les programmes gouvernementaux et les politiques qui ont concrétisé cette nouvelle orientation de l'élite politique brésilienne, et moins encore, d'analyser les succès et les échecs de ces politiques. Ce qui doit retenir l'attention, c'est l'examen des conséquences sur le plan national de cette « ambition de puissance » – entendue dans un sens limité, non pas militaire – qui caractérise la nouvelle orientation de la politique étrangère brésilienne. De ce point de vue, il paraît manifeste que l'« insertion internationale compétitive » du pays, comme

6. La notion d'« insertion compétitive » ou « intégration compétitive » trouve son origine dans les débats qui eurent lieu dans les années 1980 sur la nouvelle « stratégie de développement » au Brésil. Elle a été utilisée comme slogan de la politique industrielle et du commerce extérieur, et a été à la base de la libéralisation du commerce extérieur du Brésil, en juin 1990, sous le gouvernement Collor.

7. Sur les différences de politiques extérieures entre les périodes de Cardoso et Lula, lire Tullio et Cepaluni (2007). Ces auteurs opposent ce qu'ils appellent « l'autonomie par la participation » de Cardoso, à « l'autonomie par la diversification » de Lula.

l'ambitionne l'élite brésilienne, ne pouvait que passer par la mise en place d'un État fort, capable de piloter l'économie et la société, et d'une économie susceptible de peser sur le plan international.

L'hypothèse développée dans cet article est que les conditions nationales de cette insertion, jugées indispensables par l'élite, mais non totalement consolidées dans les faits, ont constitué une sorte de filtre à l'expansion domestique du néolibéralisme, hégémonique en Occident. En d'autres termes, bien que la pensée néolibérale se soit imposée comme le système de croyances dominant et comme un cadre normatif universel dans les années 1980 et 1990, tout en étant présentée par les gouvernements des pays centraux et par les institutions multilatérales comme la matrice la plus appropriée à l'élaboration des politiques d'État, cette pensée n'a été intégrée que de manière très sélective et partielle au Brésil.

De fait, en accord avec ce système de croyances, le gouvernement aurait dû réduire considérablement son rôle dans la vie économique, diminuer ses dépenses, privatiser ses entreprises, et se convertir, au mieux, en un organe régulateur veillant au bon fonctionnement du marché, bien que l'autorégulation était avant tout privilégiée. Du point de vue néolibéral, il fallait donc laisser le marché fonctionner librement et éviter que le gouvernement n'intervienne dans sa « magie ».

On peut penser que si l'idéologie néolibérale avait été adoptée dans son ensemble, il aurait été impossible de construire un État solide dans un contexte où pesaient, du reste, beaucoup d'incertitudes quant à la formation d'une large base économique, soubassement indispensable pour concrétiser les ambitions de puissance de l'élite brésilienne. C'est là la raison pour laquelle les idées néolibérales n'ont été adoptées que de manière sélective au Brésil. Des idées telles que celles de l'État minimal, de la privatisation aveugle et de la dérégulation économique, par exemple, n'ont jamais connu une réelle prospérité dans le pays.

Il est facile de concevoir aussi que cette perspective d'insertion internationale compétitive a entraîné une reformulation de l'idéologie « national-développementiste », qui orientait, jusque dans les années 1980, les politiques d'intervention publique dans l'économie. En effet, même si cette idéologie a été rejetée dans les années 1980, les intérêts qui la soutenaient – insérés dans la sphère productive – ont découvert qu'ils pouvaient investir d'une autre manière la scène publique et la canaliser selon leur bon vouloir. Ils ont

largement pris conscience que le développementisme pouvait être compatible avec cette nouvelle perspective d'intégration compétitive qui commençait à guider la politique étrangère du Brésil. D'une certaine manière ce développementisme pouvait continuer à faire office de conscience critique du néolibéralisme en tant que vecteur principal du processus victorieux de libéralisation économique.

Le courant développementiste – à quelques exceptions près – a donc abandonné le protectionnisme industriel, car non compatible avec la concurrence internationale. Mais tout en réorientant la politique nationale étatiste de l'État *varguista*, il ne ménagera pas non plus ses efforts pour préserver et élargir la base productive du pays, en soutenant des activités diverses – agriculture, industrie et services – afin d'améliorer leur compétitivité internationale.

Il veillera encore à renforcer l'attractivité du Brésil pour les entreprises transnationales et d'autres secteurs économiques, dans le but de « densifier les chaînes productives existantes » et rendre plus complexe et compétitif le tissu productif brésilien. De sorte que le vieux national-développementisme s'est mué en « développementisme libéral ». Depuis 1990, c'est donc bien ce développementisme libéral, comme je l'ai appelé, soit un ensemble d'idées peu articulées entre elles, qui a servi de base à la défense, dans la sphère publique, des intérêts liés au système productif, et qui a atténué les politiques néolibérales tout en conditionnant les politiques d'État.

Enfin, il faut souligner que la réorientation de la politique étrangère brésilienne, l'intégration sélective de la pensée néolibérale et les transformations de l'idéologie développementiste ont été le résultat d'intenses disputes politiques et idéologiques. En effet, le « processus de transition » brésilien a d'abord été un processus de démocratisation politique avant d'être un processus de libéralisation économique. Le processus de libéralisation, autrement dit, n'a donc pas été le fruit de décisions autocratiques, mais le résultat de disputes et de négociations s'insérant dans un cadre réellement démocratique.

De même, ce processus de démocratisation n'est pas uniquement le fruit de disputes entre les différentes factions de l'élite politique. Il a aussi été orienté par les diverses formes de pression populaire exercées sur le système politique, des pressions qui ont débouché notamment sur l'inclusion, dans la Constitution de 1988, d'un ensemble inédit – au Brésil – de droits politiques et sociaux qui façonneront les politiques publiques ultérieures.

Hégémonie libérale contre orthodoxie néolibérale : l'ère Cardoso

Il y a un consensus presque total parmi les analystes « de gauche » pour dire que le courant libéral le plus orthodoxe, à savoir le néolibéralisme, a occupé une position hégémonique à partir de 1995 jusqu'à maintenant, en particulier durant l'ère Cardoso, où il s'est incarné dans les politiques macroéconomiques du gouvernement, et également dans d'autres politiques. C'est pourtant là une analyse erronée ! Pour le démontrer, il faut s'appuyer sur l'argument présenté plus haut : le néolibéralisme – même s'il a exercé une influence réelle sur les politiques de l'État brésilien depuis les années 1990, et en particulier sur la politique macroéconomique – n'a en réalité jamais complètement conditionné l'ensemble des orientations politiques de l'État durant cette période.

Parce qu'elles donnent la priorité à l'intérêt des « marchés financiers », nationaux et internationaux, qui dominent le capitalisme globalisé à l'heure actuelle (Chesnais, 1994 ; Braga, 1997), les idées néolibérales se sont heurtées à une double résistance de poids : d'une part, les ambitions internationales du Brésil, d'autre part, les nouvelles idées libérales-développementistes associées à la défense du capital productif national et/ou aux demandes égalitaristes issues de la poussée démocratique.

Si cet élan démocratique est d'abord le fait de la classe moyenne urbaine, à mesure que la démocratisation suivait son cours, ce processus s'est trouvé ensuite renforcé par les demandes « potentielles » – encore que contrôlées par le pouvoir en place – de la majorité pauvre de l'électorat et par les pressions exercées par les mouvements sociaux et les associations de travailleurs pour plus de distribution. Ces résistances ont contribué elles aussi à freiner la poussée néolibérale, au point qu'au bout du compte, c'est une forme de libéralisme tempéré qui a fini par s'imposer, un libéralisme qui accepte l'intervention de l'État dans l'économie et qui s'articule à des politiques sociales d'inclusion et d'intégration des segments les plus pauvres de la population.

À partir de l'examen rapide des politiques suivies par les différents gouvernements brésiliens depuis 1995, il est facile de prendre conscience que, même si le consensus néolibéral a prédominé dans les politiques macroéconomiques, les politiques de l'État, prises dans leur ensemble, s'en éloignent. Certes, la poussée néolibérale

s'est manifestée, dès 1995, dans la priorité donnée à la « stabilité monétaire » – et non pas à la croissance économique ou au plein emploi – devenue objectif principal de la politique macroéconomique. Mais il va de soi, en même temps, que cet objectif prioritaire ne pouvait être atteint que par le biais de politiques orthodoxes, « universellement » acceptées dans les milieux académiques libéraux et néoclassiques, et ne dépendant pas, à proprement parlé, de l'intervention *ad hoc* de l'État dans le marché (Novelli, 2007).

Au Brésil, c'est la Banque centrale qui est devenue le principal fer de lance de cette politique macroéconomique. Promue responsable du contrôle de l'inflation, elle a imposé une politique monétaire très restrictive, des taux d'intérêts élevés et, depuis 1999, un régime de change flottant. La Banque centrale a agi et agit toujours de manière indépendante par rapport au gouvernement et, même, par rapport aux ministères économiques directement concernés. Légalement, elle ne jouit cependant pas d'une indépendance totale, comme le souhaiteraient les orthodoxes, mais elle fonctionne au Brésil comme si cela avait été le cas. Il s'agit en quelque sorte d'une autonomie opérationnelle. En revanche, on observe une très grande syntonie entre le type de politique suivi par la Banque et les tendances du « marché financier ». Or, en dépit de la pertinence politique d'une telle question, elle ne rentre pas dans les préoccupations des porte-parole du néolibéralisme.

Pour ce qui est de la politique fiscale, sous la responsabilité du ministère des finances, le modèle de référence est moins rigide que celui recommandé par l'orthodoxie, même si depuis 1999 – après un accord avec le FMI et le gouvernement américain – un excédent primaire de 3,3 % du PIB (en dehors du paiement des intérêts) a été maintenu. Considérer cette politique fiscale plus laxiste se justifie dans la mesure où l'excédent primaire a été financé via une forte augmentation des impôts – ils sont passés d'une moyenne de 25 % du PIB en 1980 à environ 35 % du PIB durant la période qui commence en 1995 – et dans la mesure où les dépenses publiques ont connu une hausse relativement plus importante que le PIB, à l'exception des années de crise (1999 et 2003).

En même temps, s'il est vrai que le contrôle sur dépenses des municipalités et des États fédérés est demeuré rigide, aucune limitation claire n'a été imposée sur celles du gouvernement central, à l'exception des dépenses dédiées au financement de l'excédent opérationnel. Cette souplesse fiscale a ainsi permis à l'État

de répondre à diverses exigences – dont le paiement des intérêts élevés de la dette publique. Mais, surtout elle lui a permis de réaliser des politiques sociales nouvelles, en accord avec la Constitution de 1988, et de satisfaire certaines demandes de redistribution. Bref, les dépenses publiques n'ont pas vraiment diminué au Brésil durant cette période, comme le recommandent pourtant les recettes néolibérales. Au contraire, non seulement elles ont augmenté, mais elles ont été davantage orientées vers le financement de politiques sociales et d'autres investissements nouveaux.

Bien que l'orientation libérale ait donné lieu à un train de réformes qui ont considérablement réduit la dimension « entrepreneuriale » de l'État – prédominante durant la période nationale-développementaliste –, ce dernier n'a donc pas pour autant abandonné sa capacité de régulation. Dans certains domaines, son intervention s'est même accrue. L'État a su préserver une bonne part de ses capacités à intervenir activement dans la vie économique.

De fait, malgré la vague de privatisations qu'a connue le Brésil durant cette période, certains secteurs aussi importants que celui de l'électricité par exemple, sont restés la propriété d'entreprises publiques, tandis que, dans d'autres secteurs, l'État a gardé un pouvoir discrétionnaire. Ainsi, dans le secteur pétrolier, l'État a conservé son pouvoir d'attribution de concessions sur les zones d'exploitation, et est resté l'actionnaire majoritaire de la Petrobras. Cette dernière tout comme d'autres entreprises privatisées étaient par ailleurs obligées de maintenir leurs activités là où elles étaient déjà présentes.

Enfin, l'État a maintenu son contrôle sur des entreprises dites « stratégiques », à l'instar d'Embraer, fabricant national d'avions de moyenne et petite taille. Il a conservé par exemple une option de « *golden share* » sur des entreprises privatisées, ce qui lui permet d'opposer son veto sur des projets jugés contraires aux intérêts du pays.

Ce critère – celui de « valeur stratégique » – a également joué un rôle déterminant dans le processus de privatisation des banques publiques. Le gouvernement central a certes encouragé la vente des banques appartenant à l'État fédéral et aux États fédérés – parce qu'elles se trouvaient soit en mauvaise posture financière, soit parce qu'elles étaient pointées du doigt pour leur mauvaise gestion des fonds publics. Mais, en même temps, l'État a perfectionné le système de régulation bancaire (selon les règles de Bâle) et préservé deux banques fédérales (parmi les cinq plus grandes du pays),

toutes deux d'importance stratégique, l'une pour le financement agricole, l'autre, pour le financement immobilier. Le gouvernement a également maintenu et élargi le rôle de la Banque nationale de développement (BNDES), icône de la période développementiste et principale fournisseuse de prêts à long terme pour l'industrie et d'autres types d'entreprises. L'État – grâce à son pouvoir de réglementation – a donc conservé une capacité effective d'action sur les activités et les investissements de différents secteurs de l'économie, en s'appuyant sur son système financier.

La stratégie de privatisation et d'octroi de concessions du gouvernement Cardoso touchant le secteur des télécommunications confirme l'argumentation développée plus haut. Si les différentes privatisations et concessions ont fait l'objet de ventes publiques, ces dernières ont été précédées d'une loi qui définit, entre autres, les règles de fonctionnement, la structure industrielle du secteur et l'établissement d'une agence de régulation (similaire à d'autres agences de régulation des concessions publiques).

Parallèlement, le gouvernement a cherché à faire participer les grandes sociétés multinationales à ce processus d'attribution de marchés publics, leur permettant ainsi de se voir accordé des prêts de la BNDES, de même que la possibilité de s'associer à des fonds de pension d'entreprises appartenant à l'État. Dans ce cas précis, l'objectif n'était certes pas de construire un État fort, capable de commander, mais de rendre le système économique national « plus dense » et d'accroître son poids international, via l'intégration des grands fournisseurs mondiaux en services de télécommunication.

Enfin, à contre-courant de la rhétorique néolibérale, laquelle a souvent prévalu dans le chef des porte-parole officiels de la période Cardoso, durant certaines phases critiques, lorsque les politiques de stabilisation et ou autres mesures plus spécifiques aux recettes libérales menaçaient de détruire une partie des secteurs industriels, les « développementistes » et les hommes d'affaires (issus souvent eux-mêmes d'entreprises multinationales) ont obtenu de l'État, protection et soutien.

Souvent « accusé » de néolibéral par les courants politiques de gauche, le gouvernement Cardoso a donc également mis en place quelques politiques industrielles favorables à divers secteurs : automobile, textile, etc. Ceci dit, ce n'est qu'à partir du second mandat de Lula qu'émergera une politique industrielle plus systématique et plus intégrée, laquelle visera avant tout à accroître le niveau des

investissements dans le PIB et l'innovation technologique, à accélérer la croissance économique et à améliorer la compétitivité du Brésil sur la scène internationale.

Considérant la forme d'incorporation, atténuée et sélective, du néolibéralisme dans la société brésilienne, on ne peut donc parler d'une hégémonie du néolibéralisme. Mais plutôt de l'hégémonie d'une pensée libérale, non orthodoxe et modérée, valorisant certes les relations marchandes et le capitalisme, mais n'excluant pas pour autant une intervention de l'État, soit pour atténuer les fortes différences matérielles et culturelles, soit pour encourager la croissance et renforcer la compétitivité internationale du Brésil. Ce libéralisme « tempéré » n'a en fait aucune consistance doctrinaire. Il est non pas une doctrine, mais une orientation pratique qui résulte elle-même de disputes entre défenseurs d'idées et d'intérêts divergents, mais qui se sont de plus en plus opposés ces dernières années.

Il faut préciser encore que, même si le néolibéralisme s'est trouvé dilué et ou édulcoré dès son introduction au Brésil, il ne s'est pas pour autant heurté à une forte résistance dans le domaine des idées. Dans l'orientation des politiques d'État, il a été combattu, voire mis en échec, mais uniquement dans des cas spécifiques et sur base d'arguments typiques, tels la défense de l'État, la préservation et la modernisation du tissu économique et des formes de protection sociale de certains secteurs sociaux de la population. Pour le reste, il n'a pas été sérieusement concurrencé par d'autres projets alternatifs et/ou plus consistants sur le plan des idées.

Les représentants du « développementisme libéral » ont agi, durant cette période, plus comme des « guérilleros », défenseurs de l'industrie que comme des « stratèges du développement ». Une partie de leurs « victoires » – par exemple, la préservation de la BNDES – tient moins à leur intervention qu'à l'absence de détermination des partisans de l'idéologie néolibérale, lesquels avaient bien conscience de leur incapacité à remettre en question certains héritages si appréciés du passé développementiste. Bref, ce qui a marqué cette période, c'est la prédominance d'une idéologie libérale peu orthodoxe, dotée d'une forte capacité d'adaptation en ce qu'elle épouse les contours et prend les couleurs des politiques publiques mises en oeuvre.

Il faut reconnaître cependant que, durant le premier gouvernement Cardoso, ce libéralisme avait pris une tonalité qui le rapprochait du néolibéralisme, même s'il ne s'est jamais identifié comme

tel. En fait, ce n'est que bien plus tard, et en particulier durant le deuxième mandat de Lula, qu'il s'en est réellement éloigné pour prendre progressivement la forme d'un développementisme libéral. Ce processus d'affaiblissement de l'idéologie néolibérale et, comme on le verra, d'approfondissement de l'hégémonie libérale, peut mieux se percevoir encore en analysant de quelle manière les concepts clés qui ont guidé les politiques macroéconomiques et de marché, ont été articulés, sous les gouvernements Cardoso et Lula, à d'autres politiques qui ont servi à légitimer les orientations gouvernementales auprès des gouvernés.

Le caractère « hégémonique » d'une politique résulte toujours de l'universalisation d'intérêts particuliers par le canal des idées, donc via la création et l'utilisation de ponts symboliques et le partage des pratiques de ceux qui participent au « système de domination » : autrement dit, entre le secteur hégémonique – financier – et les gens ; et entre les classes dirigeantes de l'État, les cadres de l'administration et l'ensemble de la population, à partir du moment où cette nouvelle forme d'État implique des rapports plus démocratiques avec la société. Une telle approche s'avère pertinente pour analyser les périodes Cardoso et Lula, même si celles-ci se différencient sans pour autant s'opposer : on verra que la période de Lula se caractérise par une acceptation sociale plus large de la société de marché, en tant que mode de vie.

Au cours de la période Cardoso, ces ponts symboliques s'incarneraient dans des notions telles que stabilité, compétitivité, aptitude, formation et inclusion sociale (car il était reconnu que le capitalisme se déployait dans une société injuste) via la réalisation effective des droits sociaux, de la solidarité et/ou de la protection sociale. Sous Cardoso, la stabilité, la compétitivité et la concurrence sont devenues des valeurs cardinales. Elles guidaient et justifiaient la politique économique, tandis que la notion de « capacitation » guidait et justifiait les politiques mises en œuvre en faveur des travailleurs et des petits producteurs (protection contre le chômage, adaptation aux changements technologiques, possibilité de devenir de bons entrepreneurs, etc.). Cette notion de capacitation a également servi de fil idéologique permettant de relier les politiques sociales à la notion d'inclusion, dans le système, des secteurs les plus pauvres⁸.

8. L'idée d'exclusion sociale apparaît de cette façon dans un document du gouvernement préparé pour une conférence internationale sur la « troisième voie » : « *Ce qui est*

Enfin, les droits sociaux, la solidarité et la protection sociale ont servi de justification politique pour les citoyens exclus ou mal couverts, au sein de la société capitaliste. Les droits sociaux, en tant que pilier d'une société élargie, ont été définis dans la Constitution de 1988 et la Loi organique sur l'assistance sociale (LOAS). Toutes deux visaient à assurer les conditions permettant le plein exercice de la démocratie et la promotion de la solidarité exercée par quelques secteurs privilégiés envers ceux qui étaient privés de leurs droits de base ou qui se trouvaient dans une situation de misère telle qu'ils avaient besoin d'une protection immédiate.

Cependant, bien que le but fût d'assister les plus démunis, de protéger et de garantir les droits de tous, cette optique était également sous-tendue par l'idée de capacitation. Il s'agissait de donner à chacun l'opportunité de participer pleinement à la société capitaliste. Il n'est donc pas uniquement question de donner du poisson, mais d'apprendre également à pêcher.

Les politiques sociales sous le gouvernement Cardoso, en particulier celles liées à la santé et l'éducation de base, avaient une dimension universelle. Mais, quand il s'est agi de cibler, c'est l'échelle régionale qui a été retenue. Il en va ainsi du programme de solidarité communautaire, visant à articuler les différentes politiques universelles dans les municipalités les plus pauvres du pays. Les politiques de transfert de revenus qui se centrent sur les familles situées en dessous du seuil de pauvreté et présentant des caractéristiques particulières (famille avec jeunes enfants, écoliers, etc.), ont également gagné en importance lors du second mandat de Cardoso. Celles-ci ont remplacé les traditionnelles distributions de paniers alimentaires de base et autres produits (Draibe, 2003). Par ce biais, le but était aussi d'œuvrer à la capacitation des générations futures, les transferts étant en effet conditionnés à la fréquentation scolaire des enfants ou à des contrôles de santé.

Alors que les intérêts du marché financier et l'ajustement du capitalisme financier étaient à cette époque prépondérants, la traduction

choquant actuellement pour les Brésiliens, ce n'est pas seulement la pauvreté, mais l'exclusion : le contraste entre la prospérité relative de celui qui arrive à s'insérer dans ce qui est aujourd'hui l'une des dix plus grandes économies du monde et l'impuissance de ceux qui n'entrent pas ou seulement de façon précaire dans cette économie en tant que producteurs et consommateurs» (Faria, Graeff et al., 2000). Ce document est une bonne source gouvernementale, non seulement sur les politiques de la période Cardoso, mais aussi sur les arguments qui les légitimaient.

des concepts mentionnés ci-dessus en politiques concrètes a été principalement l'œuvre de la classe moyenne professionnelle, insérée dans l'équipe des fonctionnaires publics des strates supérieures de l'administration⁹. On entend ici par classe moyenne professionnelle, ceux qui gagnent leur vie grâce à l'exercice de professions qualifiées de haut niveau : économistes, gestionnaires, ingénieurs, sociologues, professeurs universitaires, consultants ou gérants.

À cet égard, il importe de souligner que les concepts clés de stabilité, de compétitivité et de concurrence, ainsi que les idées connexes d'efficacité, de rationalité et de capacitation, sont toutes autant de slogan du capitalisme contemporain, s'agissant en fait de vertus cultivées par la classe moyenne professionnelle. Avec Cardoso, l'hégémonie de l'idéologie libérale – autrement dit, la mise en valeur de la société marchande – s'est donc progressivement approfondie. Et cet approfondissement s'est poursuivi sous les deux gouvernements successifs de Luiz Inácio Lula da Silva, lequel a consolidé de manière décisive le processus, et assuré sa continuité.

Le libéralisme de la période Lula

Il existe plusieurs études sur la conversion de Lula et de la direction du Parti des travailleurs (PT) aux politiques macroéconomiques de Cardoso. Conversion rendue visible par la priorité accordée à la stabilité monétaire, à la préservation des objectifs d'inflation et du régime de change flottant, à la poursuite de l'assainissement budgétaire en vue de financer l'excédent primaire et au respect des engagements (Sallum et Kugelmas, 2005 ; Filgueras et Gonçalves, 2007 ; Paulani, 2008, Novelli, 2007). Je n'insisterai donc pas sur ces points¹⁰.

Sans doute, l'élément clé qui permet de relier les deux périodes est la priorité donnée à la stabilité monétaire. En même temps, les réformes libérales entreprises durant la période précédente (fin des privilèges des entreprises nationales, privatisations, régimes de concessions publiques, application de nouvelles règles de gestion

9. Cette insertion se traduit par la possibilité de désigner près de 40 000 fonctionnaires pour des tâches de direction et de conseil supérieur. En 1998, ils représentaient environ 3% des cadres de la fonction publique.

10. Il est étonnant de constater que certaines personnes se sont montrées surprises de la conversion de Lula et de la direction du PT. S'attendaient-elles réellement à une révolution ?

budgétaire et autonomie opérationnelle de la Banque centrale) n'ont pas été remises en question¹¹.

Dès le début, le gouvernement Lula s'est employé surtout à calmer les marchés. C'est pourquoi, il a poursuivi la politique économique de son prédécesseur, allant même jusqu'à en accentuer certains aspects, comme l'augmentation volontaire de l'excédent primaire négocié par Cardoso avec FMI. Il a poursuivi aussi les réformes des pensions et de la fiscalité initiées déjà durant la période précédente. Pour la plupart des militants du PT, voire même pour une bonne partie du gouvernement (à l'exception évidente de l'équipe économique), cette continuité a été assumée à contrecœur, voire avec résignation. Elle n'en était pas moins jugée inévitable pour assurer la stabilité.

La compatibilité entre la nécessité de maintenir la stabilité et les vieux slogans du parti – présence accrue de l'État dans la vie sociale, protection des entreprises à capitaux nationaux (en particulier les petites entreprises), meilleure répartition des revenus et protection plus étendue pour les travailleurs et les pauvres – a été recherchée de différentes manières. Premièrement, dans ses discours, le gouvernement a commencé à mettre en avant les avantages qu'il y avait, pour les pauvres, à maintenir la stabilité économique et à générer une croissance stable et durable. L'argument n'est certes pas nouveau, mais dans ce cas-ci, il a pris une tout autre tonalité dans la mesure où il venait d'un président qui s'identifiait clairement avec les secteurs populaires.

Il n'en reste pas moins que, pour éviter les réactions des courants de gauche les plus critiques, le gouvernement Lula a mis un terme au processus de privatisation. Comme contribution propre à la construction du nouveau type d'État, ébauché sous Cardoso, il a proposé le modèle du « partenariat », à savoir un mécanisme de coordination entre les entreprises publiques et privées. L'initiative a été approuvée par le Congrès en 2004 via une loi régissant les partenariats publics-privés dans les projets d'infrastructure.

11. Filgueras et Gonçalves (2007) utilisent comme indicateur de continuité, l'Indice de liberté économique conçu par la Heritage Foundation, qui envisage tout à la fois le contexte macroéconomique, le cadre juridique et réglementaire des entreprises, notamment étrangères, la sécurité juridique et des droits de propriété qui affectent les coûts de transaction, le degré de régulation du marché du travail et du marché des capitaux. Cet indice a connu une hausse régulière entre 1996 et 2007.

Dans le cadre de ces partenariats, l'État définit le cahier des charges, conserve le pilotage du projet, et réalise lui-même une partie des investissements. Après l'achèvement des travaux, les entreprises privées deviennent les exploitantes effectives des services (routes, chemins de fer, métro) et bénéficient d'une rentabilité minimale garantie par un fonds public.

Deuxièmement, cette compatibilité entre la nécessité d'assurer la stabilité économique et le projet initial du PT a été atteinte grâce à la réalisation d'une série de politiques visant à démocratiser l'accès aux ressources et l'ouverture de nouveaux canaux de promotion sociale. Pour ce faire, comme on le détaillera plus loin, le revenu réel des citoyens déjà inclus – mais situés dans les segments inférieurs de la pyramide sociale – a été augmenté, tandis que la couverture a été étendue à tous les Brésiliens situés en dessous du seuil de pauvreté, lesquels n'ont plus été considérés comme individus mais en tant que familles.

Après la réélection de Lula en 2006, tous ces programmes ont été maintenus. Toutefois, dès le début du nouvel exercice gouvernemental, dans la mesure où la stabilité paraissait acquise, la croissance économique et l'investissement public (en particulier dans l'infrastructure) sont devenus prioritaires. Le Plan d'accélération de la croissance (PAC), un programme d'investissement annoncé en janvier 2007, est devenu omniprésent, même s'il ne s'agit encore que d'un programme limité : une série d'investissements repris par le plan étaient déjà prévus et les ressources censées être mobilisées ne représentaient que 0,6 % du PIB pour l'année 2007 (contre, par exemple, 4,7 % du PIB dédié au service de la dette) (Filgueras et Goncalves, 2007).

On aurait pu penser que le gouvernement allait mettre sur pied de nouveaux partenariats public-privés, lesquels auraient permis d'ajouter aux fonds publics des capitaux privés, mais ce ne fut pas le cas, car le cabinet s'est empêtré dans de nombreux débats internes, tout en devant faire face à des résistances bureaucratiques qui ne lui ont pas permis de poursuivre ses projets¹².

Malgré tout, bien qu'il n'ait pas réellement suivi de plan prédéfini, le gouvernement a élargi l'intervention de l'État, par le biais

12. Il faut signaler toutefois que plusieurs États, dont São Paulo et Minas Gerais, ont réalisé des investissements sur base de récentes lois qui régissent la formation d'associations similaires à celles prévues par le gouvernement fédéral.

d'autres mécanismes. En plus d'accroître la capacité de prêt de la Banque nationale de développement (BNDES), qui finance les investissements productifs à long terme à de faibles taux d'intérêt, le gouvernement a lancé une série d'initiatives fragmentées pour renforcer son contrôle sur les entreprises d'État qui n'avaient pas été privatisées – Eletrobrás, par exemple – et noué de nouveaux partenariats avec des entreprises privées de façon à accroître les investissements (Goy, Salvador et Nakagawa, 2008 ; Safatle, 2008). Le gouvernement a également cherché à améliorer la position concurrentielle des entreprises brésiliennes, en les associant aux multinationales actives dans le pays (par exemple dans le secteur des télécommunications), et il a encouragé, parallèlement, les entreprises locales à s'étendre à l'étranger.

En somme, il semble bien que, même si ces aspects méritaient d'être analysés plus en détail, on assiste actuellement, comme le montre ce nouvel activisme étatique, à une inflexion développementiste. Mais soyons plus précis encore : il s'agit surtout d'une inflexion développementiste libérale au sens défini plus haut.

En préservant la stabilité grâce à des politiques similaires à celles de Cardoso, Lula a gagné l'appui du marché financier et du patronat, et ce tout particulièrement grâce à la convergence entre la politique macroéconomique héritée, l'idéologie politique du PT et une conjoncture mondiale exceptionnelle (jusqu'à la crise économique mondiale de septembre 2008), permettant une croissance certes modeste (environ 4,5 %), mais apparemment durable.

En effet, les politiques conçues pour assurer cette convergence, en particulier celles liées à la démocratisation du crédit, et l'augmentation des dépenses en matière de protection sociale, sont parvenues à stimuler la croissance par le biais de la distribution¹³. Elles ont permis aussi la « monétarisation » des localités pauvres et une amélioration des conditions des régions défavorisées, dans bien des cas, à des niveaux comparables à ceux de la Chine (Mendonça de Barros et Pereira, 2006).

Par conséquent, l'association entre stabilité et croissance a été la formule magique qui a permis à Lula d'obtenir l'appui du patronat. Certes, subsistent encore des malentendus et une certaine méfiance de la part du patronat, dus surtout à la présence dans le

13. L'expression a été utilisée par Marco Aurélio Garcia, assesseur de la présidence de la République, dans un entretien avec la revue *Teoria e Debate*, fin 2006.

gouvernement de syndicalistes et de représentants de mouvements sociaux, et à la tolérance affichée par le gouvernement vis-à-vis des activités de ces mouvements. Mais ce qu'il faut retenir surtout, c'est que cette combinaison entre stabilité et croissance a permis au gouvernement d'obtenir l'appui des entrepreneurs, lesquels disposent même d'une représentation au sein du cabinet depuis 2003 (Sallum Jr, 2004).

Sans aucun doute, l'élément le plus important qui a favorisé cette convergence précitée, c'est l'élargissement de la notion de protection sociale. On se rappellera que le terme « protection sociale » renvoie surtout, sous Cardoso, au transfert de ressources aux familles ayant un revenu inférieur au seuil de pauvreté, avec de jeunes enfants en âge scolaire, et/ou présentant certaines particularités justifiant l'octroi d'une aide.

Cette forme de protection exigeait également des familles bénéficiaires qu'elles maintiennent leurs enfants à l'école ou qu'elles suivent certains programmes dans les centres de santé, un agenda de vaccination par exemple, entre autres contreparties. Ce qui importait surtout au gouvernement, c'est que ces politiques de solidarité contribuent aussi à ce que les exclus surmontent leur situation, en apprenant à lire ou en s'organisant en coopératives de production et/ou de commercialisation, de manière à mieux affronter les rigueurs du marché.

Mais avec Lula, cette forme de protection a été élargie et étendue à toutes les familles vivant en dessous du seuil de pauvreté. Elle n'a donc plus seulement couvert les personnes présentant des particularités spéciales. À titre indicatif, les familles bénéficiaires de ce régime de transfert de revenus sont ainsi passées de 5,6 millions à 11,2 millions. Après quelques tergiversations, des contreparties ont également été demandées aux bénéficiaires et le gouvernement a cherché à traduire cette exigence sous forme de contrat (Cohn et Fonseca, 2004). En plus de l'extension de la couverture sociale, les ressources destinées à l'assistance et le salaire minimum réel ont augmenté eux aussi, ce à un rythme plus rapide que la croissance du PIB.

En revanche – et c'est important – celles destinées au financement des politiques universelles de soins de santé et à l'éducation ne se sont accrues qu'au rythme de la croissance générale de l'économie (Filgueras et Golçalves, 2007). Tout cela témoigne donc d'un renversement des priorités par rapport à la période de Cardoso,

un reversement qui n'a pas été sans d'importantes conséquences politiques, comme on le verra plus loin.

Le gouvernement ne s'est toutefois pas limité à élargir les programmes destinés aux secteurs les plus pauvres. La décision de généraliser les mesures de protection sociale s'est matérialisée également via la démocratisation de l'accès à certaines ressources pour diverses couches sociales se situant au-dessus du seuil de pauvreté. Déjà, depuis le premier mandat de Lula, des changements ont été introduits dans les mécanismes du crédit bancaire. Cela a notamment permis aux salariés légalement enregistrés et aux retraités du secteur privé (appartenant à l'Institut national de sécurité sociale, INSS) d'accéder à des prêts, à des coûts inférieurs, via des prélèvements sur leurs salaires ou pensions.

La protection s'est également généralisée par le biais de politiques visant à élargir l'accès à l'enseignement supérieur aux secteurs à revenu moyen inférieur, à savoir les ouvriers qualifiés et les classes moyennes inférieures: travailleurs salariés urbains issus des secteurs du commerce et des services, indépendants, etc. Retenons quatre programmes: le ProUni, qui distribue des bourses à des jeunes prometteurs dans le secondaire, mais issus de familles possédant des revenus limités, de manière à leur permettre de poursuivre leurs études dans des écoles supérieures privées qui adhèrent au programme.

Le FIES, qui octroie des financements de long terme aux étudiants de l'enseignement supérieur privé, généralement fréquenté par des étudiants dans une situation plus défavorable; le ReUni, qui vise à augmenter les contingents, à mettre les programmes à jour et à accroître le nombre d'étudiants formés dans les universités fédérales; et les programmes de quotas dans les écoles supérieures, qui favorisent les élèves issus de l'enseignement secondaire public et les minorités, noires, mulâtres, indigènes. Dans tous les cas, l'objectif est de favoriser l'ascension sociale de jeunes rencontrant relativement plus de difficultés dans leur parcours scolaire.

Somme toute, ces politiques visent, dans leur ensemble, non seulement à favoriser les personnes ayant du mal à être compétitives sur les marchés – à cause de leur âge, la maladie ou des conditions misérables de vie –, mais aussi à soutenir certains secteurs relativement mieux lotis, comme les travailleurs qualifiés et la classe moyenne inférieure, qui participent à la société compétitive, mais présentent à la base des conditions plus défavorables.

Comme c'est souvent le cas, il y a une différence significative entre les objectifs visés par un ensemble de politiques publiques et les résultats atteints. Cela est particulièrement vrai en matière de politique éducative : la littérature sociologique démontre que l'universalisation de l'éducation peut certes former des citoyens plus compétents, mais n'entraîne pas nécessairement une altération importante du système de stratification sociale. Quoi qu'il en soit, même si ces politiques n'altèrent pas les structures sociales, au moins ont-elles le mérite d'accroître les chances d'ascension sociale des classes moyennes inférieures.

Reste un facteur important : du point de vue sociopolitique, l'élargissement des opportunités – même si celles-ci ne sont pas toujours totalement effectives – tend à renforcer l'adhésion des bénéficiaires à un ordre compétitif, au système capitaliste qui le soutient, et à l'État qui le commande. C'est donc aussi, par ce biais, que l'hégémonie libérale a pu s'étendre et se renforcer au Brésil. Au moyen de la démocratisation des opportunités et de la croissance économique, elle a favorisé l'intégration socioculturelle des couches intermédiaires, lesquelles subissaient le processus comme une course d'obstacles difficile à surmonter.

La compatibilité entre la politique de stabilisation héritée de la période antérieure et la pensée des militants du PT, s'est traduite dans des politiques publiques proposées par des dirigeants issus de milieux très différents de ceux qui occupaient les premiers rangs de l'administration sous Cardoso. Au sein du gouvernement Lula, il y a bien sûr encore des fonctionnaires issus des classes moyennes supérieures, quoique dans une proportion moindre.

Toutefois, la grande majorité des fonctionnaires recrutés sous Lula sont issus de la classe moyenne inférieure. Il importe néanmoins de mettre en évidence une différence qualitative de taille. En règle générale, ce personnel administratif – contrairement à celui de la période précédente qui comprenait plus de sympathisants que de militants – est affilié au parti. Il s'agit, entre autres, d'anciens dirigeants ou d'anciens leaders syndicaux ou de mouvements sociaux¹⁴.

14. Ces appréciations se basent sur l'observation pointue de Chico de Oliveira concernant la nouvelle classe dirigeante, sur base d'intuitions personnelles non systématiques et notamment sur deux recherches, l'une, sur la composition des cadres de direction et de conseil (DAS) du gouvernement Lula et l'autre, sur la classe politique, c'est-à-dire

C'est donc aussi via cette intégration que l'hégémonie libérale a été approfondie pendant la durée du mandat de Lula. Le gouvernement a incorporé aux corps de l'État non seulement les couches inférieures de la pyramide sociale, mais aussi – ce qui est peut-être plus important encore – un nombre considérable de représentants syndicaux et de mouvements populaires. Cette incorporation socioculturelle des couches sociales intermédiaires et l'intégration de dirigeants des secteurs populaires organisés dans l'appareil d'État ont ainsi débouché sur un modèle de cohabitation avec les courants libéraux hégémoniques liés au patronat et, enfin, les secteurs clientélistes et conservateurs de la classe politique.

Et cette coexistence a atténué le potentiel transformateur du PT et de ses alliés de gauche. Ce processus d'ajustement avait en fait déjà commencé durant les années 1990, mais il s'est surtout accéléré après la conquête du pouvoir par le PT¹⁵. Le gouvernement Lula, bien que peu efficient sur le plan de la gestion¹⁶, a donc fait montre d'une redoutable efficacité dans le renforcement du système de domination sociale et dans la consolidation de cette nouvelle forme d'État, inaugurée en 1995 et mêlant démocratie et libéralisme tempéré.

Conclusion

En somme, la forme prise par l'État durant la « post-transition » brésilienne repose sur la volonté de favoriser l'« intégration compétitive » du Brésil dans l'ordre international et sur un libéralisme tempéré – le libéral-développementisme – en ce qui concerne la relation entre l'État et l'économie. Malgré sa spécificité, le gouvernement Lula a poursuivi et approfondi une tendance qui a débuté durant la période Cardoso, et ce faisant, a consolidé l'hégémonie libérale et la démocratie de 1988, en tant que systèmes de domination sociale. C'est ce qui explique que, même si le pays connaît une période de très grande stabilité politique, il est encore loin d'avoir

les législateurs fédéraux de la période comprise entre 1998 et 2002. Les résultats sont publiés dans Araújo (2006).

15. La gauche du PT, et en particulier celle qui s'est montrée la plus critique depuis les scandales de corruption en 2005, reprend au vocabulaire gramscien le terme de « transformisme » pour caractériser ce processus « d'intégration ». Ce terme est utilisé en contrepoint aux possibilités transformatrices et même révolutionnaires, non réalisées du parti.

16. La Banque mondiale (2007) a identifié une forte baisse à la fois de l'efficacité du gouvernement et de la qualité de l'appareil régulateur depuis 2003. Lire <http://info.worldbank.org/governance/wgi2007> et Filgueiras et Gonçalves (2007).

surmonté les profondes inégalités sociales qui façonnent la société brésilienne.

Traduction de l'espagnol : Carlos Mendoza, Ignace Hecquet et Laurent Delcourt

Bibliographie

- Abdenur R. (1994), « À política externa brasileira e o "sentimento de exclusão" », in Fonseca Jr N., Castro S. (dir.), *Temas de Política Externa Brasileira II*, São Paulo, Paz e Terra, vol 1.
- Araújo M. C. (dir.) (2007), *Governo Lula : contornos sociais e políticos da elite do poder*, Rio de Janeiro, CPDOC-FGV.
- Braga J. C. (1997), « Financeirização Global. O padrão sistêmico de riqueza do capitalismo contemporâneo », in Tavares M. C. et Fiori, J. L., *Poder e Dinheiro*, Petrópolis-RJ, Ed. Vozes.
- Chesnais F. (1994), *La mondialisation du capital*, Paris, Syros.
- Cohn, A. et Fonseca, A. (2004), « O Programa Bolsa-Família e a questão social », *Revista Teoria e Debate*, n° 57, mars-avril.
- Draibe S. (2003), « À política social no período FHC e o sistema de proteção social », *Tempo social. Revista de Sociologia da USP*, vol. 15, n° 2, novembre.
- Faria V., Graeff E. et al. (2000), *Preparando o Brasil para o século XXI*, Brasília.
- Filgueras L. et Gonçalves R. (2007), *À Economia Política do Governo Lula*, Rio, Contraponto.
- Goy L., Salvador F. et Nakagawa, F. (2008), *Estatais criam alternativa às PPPs*, OESP, 23 juin 2008, B5, São Paulo.
- Linz J. et Stepan A. (1996), *Problems of Democratic Transitions and Consolidation-Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, London, The Johns Hopkins University Press.
- Mendonça de Barros, L. C. et Pereira Miguel P. (2006), *À força de Lula*, version non publiée, mai.
- Novelli M. (2007), *A continuidade da política macroeconômica entre o governo Cardoso e o governo Lula : uma abordagem sociopolítica* (version non publiée).
- Novelli M. (2007), *Inflação e desinflação : coalizões, conflitos e instituições conflitos no Brasil em outros países*, thèse de doctorat, Campinas-SP, UNICAMP.
- Paulani L. (2008), *Brasil Delivery*, São Paulo, Boitempo.
- Rodrigues L. M (2006), *Mudanças na Classe Política Brasileira*, San Paulo, Publifolha.
- Safatle C. (2008), « Estatais, a nova onda », *Valor*, 11,12 e 13 juillet 2008, A2, São Paulo/Rio.
- Sallum B. et Kugelmas E. (2004), « O modo Lula de governar », in Sallum Jr. B., *Brasil e Argentina hoje-Política e Economia*, Bauru-SP, Edusc., p. 273-285.
- Tullo V. et Cepaluni G. (2007), *International Context*, RJ, vol. 29, n° 2, juillet-décembre, p. 273-335.
- Tullo V., Oliveira M. et Cintra R. (2003), « Política externa no período FHC – A busca da autonomia pela integração », *Tempo Social-Revista de Sociologia da USP*, vol. 15, n° 2, nov., p. 31-61.